

**Art. 2.** La mise en œuvre du plan de personnel de la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale sera réalisée dans le respect du budget 2023 voté par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

**Art. 3.** La présente décision entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur Belge*.

Bruxelles, le 27 février 2023.

La présidente,  
B.COMER

Le vice-président,  
J. JEHOTTE

**Art. 2.** Het personeelsplan van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij zal worden uitgevoerd met inachtneming van de begroting 2023 goedgekeurd door het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

**Art. 3.** Deze beslissing treedt in werking op de dag van haar publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 27 februari 2023.

De Voorzitter,  
B. COMER

De Ondervoorzitter,  
J. JEHOTTE

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/30673]

**2 MARS 2023. — Arrêté du Collège réuni fixant les conditions et les limites de la participation financière des usagers des maisons d'accueil**

Le Collège réuni,

Vu les articles 15, alinéa 1<sup>er</sup>, deuxième phrase, et 41 de l'ordonnance du 14 juin 2018 relative à l'aide d'urgence et à l'insertion des personnes sans-abri ;

Vu la concertation organisée en vertu de l'article 15 de l'ordonnance précitée ;

Vu l'article 77 de l'arrêté du Collège réuni du 9 mai 2019 relatif à l'agrément et au mode de subventionnement des centres d'aide d'urgence et d'insertion ;

Vu l'avis de la section des institutions et services de la famille et de l'aide sociale du Conseil consultatif de la Santé et de l'Aide aux personnes de la Commission communautaire commune, donné le 29/11/2022 et ratifié par le Bureau le 12/01/2023 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté effectué le 23/11/2022 en vertu de l'ordonnance du 23 décembre 2016 portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission communautaire commune ;

Vu le test "gender" effectué le 23/11/2022 en application de l'article 3, 2<sup>o</sup>, de l'ordonnance du 16 mai 2014 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Commission communautaire commune ;

Vu l'avis 72.665/1 du Conseil d'Etat, donné le 29/12/2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ;

Sur la proposition des Membres du Collège réuni, compétents pour l'Action sociale ;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

TITRE I<sup>er</sup>. – Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1<sup>o</sup> « revenus de l'utilisateur » : les revenus du travail, les revenus de remplacement, les revenus immobiliers, le revenu d'intégration sociale, et l'aide sociale équivalente au revenu d'intégration sociale. Les allocations familiales en sont exclues.

2<sup>o</sup> « administration » : les Services du Collège réuni ;

3<sup>o</sup> « usager » : toute personne qui fait appel aux services d'une maison d'accueil et y est hébergée ;

4<sup>o</sup> « maison d'accueil » : le service visé à l'article 2, 5<sup>o</sup> de l'ordonnance du 14 juin 2018 relative à l'aide d'urgence et à l'insertion des personnes sans-abri ;

5<sup>o</sup> « prix de jour » : prix journalier appliqué par la maison d'accueil

6<sup>o</sup> « participation financière » : montant effectivement facturé à l'utilisateur tenant compte du plafond de 2/3 de ses revenus, lorsque le gîte et le couvert sont offerts, et d'1/3 de ses revenus lorsqu'uniquement le gîte est offert.

## GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2023/30673]

**2 MAART 2023. — Besluit van het Verenigd College tot vaststelling van de voorwaarden en de grenzen van de financiële bijdrage van de gebruikers van onthaalhuizen**

Het Verenigd College,

Gelet op de artikels 15, eerste lid, tweede zin, en 41 ordonnantie van 14 juni 2018 betreffende de noodhulp aan en de inschakeling van daklozen;

Gelet op het overleg dat krachtens artikel 15 van voornoemde ordonnantie werd georganiseerd;

Gelet op artikel 77 van het besluit van het Verenigd College van 9 mei 2019 betreffende de erkenning en de subsidiëringwijze van de centra voor noodhulp en inschakeling;

Gelet op het advies van de afdeling Instellingen en Diensten voor het Gezin en de Sociale Hulpverlening van de Adviesraad voor Gezondheids- en Welzijnszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, gegeven op 29/11/2022 en bekrachtigd door het Bureau op 12/01/2023;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de situatie van personen met een handicap, uitgevoerd op 23/11/2022 krachtens de ordonnantie van 23 december 2016 houdende integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

Gelet op de 'gendertest', uitgevoerd op 23/11/2022 met toepassing van artikel 3, 2<sup>o</sup>, van de ordonnantie van 16 mei 2014 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies 72.665/1 van de Raad van State, gegeven op 29/12/2022, met toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van de leden van het Verenigd College bevoegd voor Welzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. - Definities

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1<sup>o</sup> 'inkomen van de gebruiker': inkomen uit werk, vervangingsinkomen, onroerend inkomen, leefloon of equivalent leefloon. De kinderbijslag is ervan uitgesloten.

2<sup>o</sup> 'administratie': de Diensten van het Verenigd College;

3<sup>o</sup> 'gebruiker': elke persoon die een beroep doet op de diensten van een onthaalhuis en die daar wordt opgevangen;

4<sup>o</sup> 'onthaalhuis': de dienst bedoeld in artikel 2, 5<sup>o</sup>, van de ordonnantie van 14 juni 2018 betreffende de noodhulp aan en de inschakeling van daklozen;

5<sup>o</sup> 'dagprijs': de dagprijs toegepast door het onthaalhuis;

6<sup>o</sup> 'financiële bijdrage': het bedrag dat werkelijk aan de gebruiker wordt gefactureerd, rekening houdend met het maximum van twee derde van zijn inkomen wanneer huisvesting en maaltijden worden aangeboden, en een derde van zijn inkomen wanneer alleen huisvesting wordt aangeboden.

## TITRE II. – Modalités de la participation financière des usagers

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** L'usager contribue financièrement aux frais liés à son séjour dans la maison d'accueil. Cette participation financière est réclamée par la maison d'accueil qui l'héberge conformément aux dispositions visées au §2.

La maison d'accueil fixe la liste des services couverts par cette participation financière.

Cette participation comprend au minimum :

- le gîte ;
- la nourriture, le lait et la nourriture adaptée pour les enfants ou lorsque le couvert n'est pas prévu, l'accès à une cuisine ;
- la literie et les produits d'hygiène ;
- l'accès internet et l'accès à un ordinateur ;
- les clés pour l'accès aux espaces privés ;
- la lessive de la literie ;
- les services d'interprétariat dans le cadre du suivi psychosocial ;

La maison d'accueil fixe également les tarifs des services complémentaires pouvant donner lieu à une facturation distincte ainsi que le montant des cautions éventuelles. Ces tarifs ne peuvent excéder les coûts de ces services complémentaires.

La maison d'accueil qui organise l'accueil en chambre individuelle ou en logement unifamilial équipé de sanitaires et d'un espace cuisine privés peut demander le versement d'une garantie pour couvrir les dégâts éventuels. Dans ce cas, un état des lieux est établi à l'entrée et à la sortie de l'usager.

La garantie ne peut dépasser deux mois de participation financière et peut être versée de manière échelonnée. La garantie est intégralement remboursée, après déduction du montant des dégâts constatés dans l'état des lieux de sortie.

§ 2. Nonobstant l'application de l'article 5 § 1 du présent arrêté, le prix de jour s'élève à 26,67 € maximum par adulte et 16,00 € maximum par enfant accompagnant un parent, si le couvert est offert et à 15,34 € maximum par adulte et 9,34 € par enfant, dans le cas contraire.

La participation financière de l'usager ou du ménage ne peut excéder les deux tiers des revenus journaliers de l'usager ou du ménage si le couvert est offert, et le tiers des revenus journaliers de l'usager ou du ménage dans le cas contraire.

Lorsque le montant mensuel établi sur base du prix de jour n'excède pas la participation financière de l'usager, cette participation financière sera demandée par l'usager auprès du CPAS compétent avec l'aide de la maison d'accueil qui l'héberge.

Lorsque le montant mensuel établi sur base du prix de jour excède la participation financière de l'usager, la différence sera demandée par la maison d'accueil auprès du CPAS compétent.

§ 3. Le règlement d'ordre intérieur comprend la liste des tarifs des services complémentaires qui peuvent être demandés par la maison d'accueil ainsi que le montant de cautions éventuelles.

La maison d'accueil communique annuellement à l'administration le prix de jour appliqué.

§ 4. Aucune participation financière n'est réclamée à l'usager pour l'accompagnement post-hébergement, pour l'accompagnement psychosocial ou pour l'accompagnement administratif.

§ 5. Les montants repris au §2 du présent article sont liés à l'indice-santé de référence de décembre 2006, visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, et sont indexés annuellement à chaque 1<sup>er</sup> janvier compte tenu de l'indice santé applicable en décembre de l'année précédente.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** La maison d'accueil tient pour chaque usager un compte individuel indiquant le détail des recettes et dépenses ainsi que des fournitures et services prestés en sa faveur.

Un décompte mensuel détaillé, accompagné de toutes les pièces justificatives, établit la balance des sommes dues et des recettes. Il est tenu à disposition de l'usager ou son mandataire.

L'ensemble des comptes individuels fait l'objet d'un compte spécial dans la comptabilité globale de la maison d'accueil ou d'une comptabilité propre.

## TITEL II. – Modaliteiten van de financiële bijdrage van de gebruikers

**Art. 2. §1.** De gebruiker draagt financieel bij in de kosten verbonden aan zijn verblijf in het onthaalhuis. Die financiële bijdrage wordt gevorderd door het onthaalhuis dat hem opvangt overeenkomstig de bepalingen bedoeld in §2.

Het onthaalhuis bepaalt de lijst van de diensten die onder deze financiële bijdrage vallen.

Die bijdrage omvat ten minste:

- huisvesting;
- voeding, melk en aangepaste voeding voor kinderen of, indien geen maaltijden worden verstrekt, toegang tot een keuken;
- beddengoed en hygiëneproducten;
- internettoegang en toegang tot een computer;
- sleutels voor toegang tot privéruimtes;
- wassen van beddengoed;
- tolkdiensten in het kader van de psychosociale opvolging.

Het onthaalhuis bepaalt ook de tarieven van de aanvullende diensten die afzonderlijk kunnen worden gefactureerd, alsook het bedrag van de eventuele waarborgsommen. Deze tarieven mogen de kosten van deze aanvullende diensten niet overschrijden.

Het onthaalhuis dat de opvang in een eenpersoonskamer of in een eengezinswoning met eigen badkamer en keuken organiseert, kan de betaling van een waarborg vragen om eventuele schade te dekken. In dat geval wordt een plaatsbeschrijving opgemaakt bij de aankomst en het vertrek van de gebruiker.

De waarborg mag niet meer bedragen dan twee maanden financiële bijdrage en mag in schijven worden betaald. De waarborg wordt volledig terugbetaald, na aftrek van het bedrag van de schade die wordt vastgesteld in de plaatsbeschrijving bij vertrek.

§2. Onverminderd de toepassing van artikel 5, §1, van dit besluit bedraagt de dagprijs maximaal 26,67 euro per volwassene en maximaal 16,00 euro per kind dat een ouder vergezelt, indien er maaltijden worden verstrekt, en maximaal 15,34 euro per volwassene en 9,34 euro per kind indien dat niet het geval is.

De financiële bijdrage van de gebruiker of het huishouden mag niet meer bedragen dan twee derde van het daginkomen van de gebruiker of het huishouden indien er maaltijden worden verstrekt, en een derde van het daginkomen van de gebruiker of het huishouden in het andere geval.

Wanneer het op basis van de dagprijs vastgestelde maandbedrag de financiële bijdrage van de gebruiker niet overschrijdt, deze financiële bijdrage wordt door de gebruiker aangevraagd bij het bevoegde OCMW, met de hulp van het onthaalhuis dat hem opvangt.

Wanneer het op basis van de dagprijs vastgestelde maandbedrag de financiële bijdrage van de gebruiker overschrijdt, wordt het verschil door het onthaalhuis aangevraagd bij het bevoegde OCMW.

§3. De huishoudelijk reglement bevat de lijst van de tarieven van de aanvullende diensten die door het onthaalhuis kunnen worden gevraagd, alsook het bedrag van de eventuele waarborgsommen.

Het onthaalhuis deelt het toegepaste dagtarief jaarlijks mee aan de administratie.

§4. Er wordt van de gebruiker geen financiële bijdrage gevraagd voor de begeleiding na het verblijf, de psychosociale begeleiding of de administratieve begeleiding.

§5. De bedragen vermeld in §2 van dit artikel zijn gekoppeld aan de gezondheidsindex van december 2006, bedoeld in artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, en worden jaarlijks geïndexeerd op 1 januari, rekening houdend met de gezondheidsindex die van toepassing was in december van het voorgaande jaar.

**Art. 3. §1.** Het onthaalhuis houdt voor elke gebruiker een individuele rekening bij met de gedetailleerde vermelding van de inkomsten en uitgaven alsook de leveringen en diensten die voor hem zijn verricht.

De balans tussen de verschuldigde bedragen en de ontvangsten wordt vastgesteld in een gedetailleerde maandelijkse afrekening, die vergezeld gaat van alle bewijsstukken. Die afrekening wordt ter beschikking gehouden van de gebruiker of zijn mandataris.

Voor alle individuele rekeningen is er een speciale rekening in de algemene boekhouding van het onthaalhuis of een eigen boekhouding.

La maison d'accueil peut constituer, après accord écrit de l'usager, une épargne qui apparaît sur le compte individuel de l'usager.

§ 2. Le versement des revenus de l'usager sur un compte de la maison d'accueil ou la cogestion budgétaire n'a lieu qu'après accord écrit de l'usager et doivent répondre à une nécessité évaluée au cas par cas.

Lorsque les revenus de l'usager sont directement versés à la maison d'accueil, celle-ci lui rétrocède la part qui lui revient en vertu de l'article 2, §§ 1<sup>er</sup> et 2.

**Art. 4.** La récupération des dettes éventuelles à l'égard de la maison d'accueil, doit permettre à l'usager de garder un minimum d'argent visant à promouvoir sa participation à la vie sociale tout au long de son séjour dans la maison d'accueil.

Ce minimum ne peut être inférieur à 4€/jour pour un adulte et 2€/jour pour un enfant accompagnant un parent.

Les montants précités sont liés à l'indice-santé de référence de décembre 2006 et indexés annuellement à chaque 1<sup>er</sup> janvier compte tenu de l'indice santé applicable en décembre de l'année précédente.

S'il échet, un plan de remboursement des dettes de manière échelonnée est mis en œuvre.

**Art. 5.** §1. Par dérogation à l'article 2, §1, et dans le respect du public cible accueilli au sein de la maison d'accueil, aucune contribution financière n'est réclamée à la personne ne bénéficiant d'aucun revenu au moment de sa demande d'hébergement dans la maison d'accueil et pour lequel la maison d'accueil estime que les démarches administratives peuvent être réalisées afin d'accéder à des revenus endéans les 6 mois.

Le prix de jour est facturé à l'usager mais non réclamé.

§ 2. L'exemption de participation financière de l'usager ne peut être octroyée à plus de 10% du nombre d'usagers que la maison d'accueil est en capacité d'héberger.

Elle peut être octroyée pour une période de 3 mois maximum, renouvelable 2 fois, après concertation entre l'usager et la maison d'accueil, et en fonction de l'évolution de sa situation administrative.

§ 3. La maison d'accueil est autorisée à réclamer les frais d'hébergement non perçus, selon les modalités fixées à l'article 2, lorsque l'usager récupère ses revenus avec arriérés.

§ 4. Les dépenses liées à l'accueil de ce public sont admissibles dans le cadre de la justification de la subvention octroyée par la COCOM.

§ 5. Le relevé anonymisé des personnes accueillies en vertu du §1 du présent article est inclus dans le relevé annuel que la maison d'accueil transmet à l'administration en vertu de l'article 133 alinéa 2 de l'arrêté du 9 mai 2019.

Bruxelles, 2 mars 2023.

Pour le Collège réuni :

Les Membres du Collège réuni, compétents pour la Politique de l'Aide aux personnes,

Alain MARON

E. VAN DEN BRANDT

Het onthaalhuis kan, na schriftelijk akkoord van de gebruiker, spaartegoeden aanleggen die op de individuele rekening van de gebruiker verschijnen.

§2. De storting van het inkomen van de gebruiker op een rekening van het onthaalhuis of het gedeeld budgetbeheer vindt slechts plaats na schriftelijk akkoord van de gebruiker en moet beantwoorden aan een noodzaak die geval per geval wordt beoordeeld.

Wanneer het inkomen van de gebruiker rechtstreeks aan het opvanghuis wordt gestort, betaalt het opvanghuis hem het deel terug dat hem krachtens artikel 2, §§ 1 en 2 verschuldigd is.

**Art. 4.** De invordering van eventuele schulden ten aanzien van het onthaalhuis moet de gebruiker in staat stellen een [00e2][0080][008b][00e2][0080][008b]minimale geldsom te behouden om zijn deelname aan het sociale leven tijdens zijn verblijf in het onthaalhuis te bevorderen.

De minimale som mag niet minder bedragen dan 4 euro per dag voor een volwassene en 2 euro per dag voor een kind dat een ouder vergezelt.

De voornoemde bedragen zijn gekoppeld aan de gezondheidsindex van december 2006 en worden jaarlijks geïndexeerd op 1 januari, rekening houdend met de gezondheidsindex die van toepassing was in december van het voorgaande jaar.

Zo nodig wordt een plan uitgewerkt voor de gespreide terugbetaling van de schulden.

**Art. 5.** §1. In afwijking op artikel 2, §1, en in overeenstemming met de doelgroep die in het onthaalhuis wordt opgevangen, geen financiële bijdrage is gevorderd van het gebruiker die op het moment van hun aanvraag om opvang in het onthaalhuis geen inkomen hebben en voor wie het opvanghuis meent dat de administratieve procedures kunnen worden ondernomen om binnen zes maanden een inkomen te verwerven.

Het dagtarief wordt gefactureerd maar niet van het gebruiker gevorderd.

§2. Niet meer dan 10% van het aantal gebruikers dat het onthaalhuis kan herbergen, kan worden vrijgesteld van de financiële bijdrage van de gebruiker.

Deze mag toegekend worden voor een maximaal periode van drie maanden, tweemaal hernieuwbaar, na overleg met het onthaalhuis, afhankelijk van de evolutie van zijn administratieve situatie.

§3. Het onthaalhuis mag de niet ingevorderde verblijfskosten terug te vorderen, overeenkomstig de modaliteiten bepaald in artikel 2, in geval van recuperatie van inkomen met achterstallen door het gebruiker.

§4. De uitgaven in verband met de opvang van dit publiek zijn subsidiabel in het kader van de verantwoording van de door de GGC toegekende subsidie.

§5. De geanonimiseerde lijst van de personen die krachtens §1 van dit artikel worden opgevangen, wordt opgenomen in het jaaroverzicht dat het onthaalhuis aan de administratie bezorgt krachtens artikel 133, tweede lid, van het besluit van 9 mei 2019.

Brussel, 2 maart 2023.

Voor het Verenigd College:

De leden van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen,

Alain MARON

E. VAN DEN BRANDT

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### CONSEIL D'ETAT

[C - 2023/40038]

#### Conseil d'Etat. — Nomination d'un greffier

Par arrêté royal du 16 décembre 2022, M. Charles-Henri VAN HOVE, attaché administratif au Conseil d'Etat, est nommé greffier au Conseil d'Etat.

Le 9 janvier 2023, il a prêté le serment prescrit entre les mains du premier président.

### RAAD VAN STATE

[C - 2023/40038]

#### Raad van State. — Benoeming tot griffier

Bij koninklijk besluit van 16 december 2022 werd de heer Charles-Henri VAN HOVE, bestuurlijk attaché bij de Raad van State, tot griffier bij de Raad van State benoemd.

Op 9 januari 2023 heeft hij de voorgeschreven eed afgelegd in handen van de eerste voorzitter.